

# Etude prospective Adour 2050

## Comité technique – Réunion de cadrage

29 mars 2016

### Sommaire

<b>1. Participants et ordre du jour .....</b>	<b>2</b>
Personnes présentes .....	2
Excusés .....	2
Ordre du jour .....	2
<b>2. Principales décisions et documents à fournir .....</b>	<b>3</b>
<b>3. Cadrage de la prestation .....</b>	<b>4</b>
Phase transversale.....	4
Phase de cadrage.....	4
Phase 1.....	4
Phase 2.....	5
Phase 3.....	6
Produits attendus suite à la réunion de cadrage.....	6
<b>4. Discussions autour des premières propositions de variables .....</b>	<b>7</b>
<b>5. Réunion officielle de lancement d'Adour 2050 .....</b>	<b>9</b>
Les instances de gouvernance de l'exercice de prospective.....	9
La réunion de lancement (COPIL élargi) .....	10
<b>6. Comité scientifique .....</b>	<b>10</b>
<b>7. Communication .....</b>	<b>10</b>
Communication externe.....	10
Communication interne .....	11
<b>8. Autres études et initiatives en cours.....</b>	<b>11</b>
<b>9. Autres points abordés.....</b>	<b>12</b>
Lien avec l'observatoire de l'eau .....	12

## 1. Participants et ordre du jour

### Personnes présentes

Christophe Rambeau	Agence de l'eau Adour Garonne, en charge des questions liées au changement climatique
Véronique Michel	Institution Adour, responsable de la cellule gestion intégrée
Mathilde Kermarrec	Institution Adour, directrice
Florent Barrat	CD Gers (en remplacement de Karine Liéron, chef du service de l'eau)
Philippe Regnacq	Observatoire de l'eau du bassin de l'Adour
Sandrine Butruille	CD Hautes-Pyrénées, chargée de mission eau (en remplacement de Claude Laffonta)
Henri Pellizzaro	CD Pyrénées-Atlantiques, service eau-environnement
Emilien Jouve	Institution Adour, chargé de mission Adour 2050
Véronique Lamblin	Futuribles
Jean-Guy Ubiergo	MTP
Pierre Strosser	ACTeon
Camille Chanard	ACTeon

### Excusés

Eric Lavie	Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes
Laure Isnard	Région Languedoc Roussillon Midi-Pyrénées
Frédérique Lémont	CD Landes

### Ordre du jour

- **Cadrage de la prestation** : phasage de l'étude et étapes clés
- **Première proposition de variables** d'influence sur la ressource en eau et brainstorming
- **Réunion officielle de lancement de l'étude** : invitations et échanges sur l'ordre du jour prévisionnel
- **Comité scientifique** : rôle et mobilisation
- **Communication** (présentation par l'Institution Adour : lettres d'info, site internet, affiche)

## 2. Principales décisions et documents à fournir

Il est proposé d'organiser une **réunion de lancement** de l'étude prospective Adour 2050 associant les membres du COTECH, du COPIL et les principales parties prenantes du territoire. Le groupement fera une **proposition de déroulé** de la réunion de lancement (échéance : 6 avril 2016). L'Institution Adour identifiera rapidement une date pour cette réunion ou, *a minima*, les élus de l'Institution seront présents.

Le groupement élaborera un **texte communicant (à destination des élus) présentant les objectifs de la démarche et son utilité opérationnelle**, ce texte pouvant donner lieu à un document séparé ou intégré dans une prochaine Lettre d'Info de l'Institution Adour (texte finalisé avant la réunion de lancement).

Le **chronogramme** de l'exercice de prospective sera mis à jour par le groupement. Les événements relais de communication sur l'étude Adour 2050 (ex : forum de l'eau du 14/04) seront indiqués sur le chronogramme au fur-et-à mesure.

Le travail sur **les variables clés** sera poursuivi, intégrant les premières contributions des membres du COTECH apportées lors de la réunion. Une nouvelle version du **tableau des variables** proposées, ainsi que des schémas récapitulatifs montrant les relations de causalité entre variables, seront élaborés par le groupement et partagés avec les membres du COTECH (échéance proposée par le groupement : 18 avril).

Des personnes clés pour les **entretiens de cadrage** seront identifiées par l'Institution Adour et par les membres du COTECH.

### 3. Cadrage de la prestation

#### Phase transversale

L'importance de cette phase a fortement diminué par rapport à la 1<sup>ère</sup> proposition suite à la phase de négociation. En particulier, la mobilisation d'un petit groupe d'experts pour amener une analyse critique des méthodes et résultats ne fait plus partie de la prestation, mais a été remplacée par l'animation par l'Institution Adour d'un comité scientifique (voir ci-dessous).

#### Phase de cadrage

Un élément clé de la phase de cadrage et l'élaboration d'un premier système prospectif, permettant en particulier de déterminer les variables d'influence au regard des spécificités des bassins versants de l'Adour et des côtiers basque.

Plusieurs sources d'information seront mobilisées pour déterminer les variables :

- Etude Garonne 2050 : réutilisation de certaines variables génériques ;
- Relecture critique de la revue de bibliographie menée dans la phase préparatoire ;
- Contributions des membres du COPIL 1 permettant de déterminer les principales variables d'influence (rappel : 30 variables maximum) ;
- Des entretiens avec 3-4 personnes clé (expert, élu...) ayant une bonne compréhension globale du territoire et de la gestion de l'eau (y compris dans une dimension historique) et pouvant potentiellement contribuer à son portage politique par la suite. Ces entretiens permettant également à l'équipe projet de mieux connaître le territoire assurent de ne pas oublier d'enjeux importants du bassin ou des variables déterminantes sur un territoire particulier. Parmi les personnes pressenties :
  - o Président de l'Institution Adour ;
  - o Gestion sur un territoire particulier (montagne) : ex. Président ou directeur du Parc des Pyrénées ;
  - o Chercheur...

→ **COTECH : identifier des personnes/acteurs/experts/élus pour ces premiers entretiens de cadrage**

#### Phase 1

**Regroupement des variables par thèmes** (à discuter) : activités, population, urbanisme... Le découpage en thème peut être identifié *a priori* ou réalisé en fonction de la moisson de variables (par activités, type de territoire), cette dernière option permettrait d'orienter le choix de variables spécifiques pour des territoires spécifiques. Un équilibre doit être trouvé pour assurer une bonne représentation du système sans pour autant multiplier les variables.

**Construction des fiches variable** : pour chacune des variables, des indicateurs permettant de suivre leur évolution dans le temps seront proposés. L'objectif de ce travail est de produire un argumentaire robuste explicitant, à partir des évolutions passées et de grands changements futurs certains, des hypothèses d'évolution future possibles.

**Construction de micro-scénarios thématiques** dans des ateliers de concertation par thème (micro-scénarios / scénarios partiels sur le thème), ces micro-scénarios pouvant intégrer une dimension territoriale importante.

**Construction du scénario tendanciel** : identification de l'hypothèse la plus représentative de la tendance passée pour chaque micro-scénario thématique, puis compilation de ces différents micro-scénarios thématiques pour obtenir le scénario tendanciel. L'assemblage des micro-scénarios jugés tendanciels ne conduit pas toujours à un scénario cohérent ou possible (au regard des impacts sur la ressource en eau par exemple, voir ci-dessous), demandant alors de retravailler sur les hypothèses des micro-scénarios ou sur la combinaison.

**Explicitation des impacts du scénario tendanciel**, ce travail abordant à la fois :

- les impacts socio-économiques (ces impacts étant abordés par une combinaison d'évaluations qualitatives et quantitatives, voir monétaires pour certains impacts) ;
- les impacts sur la gestion de l'eau : quantité, qualité et risques.

**Mise en débat des résultats, sous forme de réunion publique, des travaux de la Phase 1** (scénario tendanciel et impacts associés uniquement, les scénarios thématiques prospectifs ne seront pas mis en débat à ce stade) sur des « **territoires à enjeux** » qui émergent de l'analyse (territoire à enjeu = partie du bassin rencontrant des évolutions similaires et confrontés à des enjeux de gestion des milieux aquatiques et ressources en eau identiques). A noter que cette mise en débat est prévue contractuellement sur seulement 2 territoires à enjeux, le nombre de territoires à enjeux pour lesquels une mise en débat est pertinente étant un des résultats du travail à mener.

**→ Il est proposé de définir assez tôt des territoires à enjeux qui semblent cohérents (montagne, littoral, zone de plaine ?) puis les revisiter au cours de l'étude pour les affiner/adapter.**

**Enseignement de l'exercice de prospective Garonne 2050** : il est important de démarrer très tôt les simulations sur l'évolution de l'hydrologie naturelle sous changement climatique (une variable considérée donc a priori comme une variable de cadrage pour laquelle il n'y aura pas de proposition d'hypothèses alternatives d'évolution future). Ce travail permet alors de préciser les ordres de grandeur des évolutions futures en « volumes complémentaires nécessaires » et « débits dans les cours d'eau » qui peuvent ensuite repositionner le choix d'hypothèses pour les autres variables socio-économiques.

## Phase 2

**Construction de scénarios exploratoires**, en réunion de concertation avec les acteurs. Il est proposé d'identifier de 5 à 7 scénarios exploratoires (il est difficile d'en appréhender un plus grand nombre sans rajouter trop de complexité qui risque alors de nuire aux débats avec les acteurs). Dès cette étape, certains scénarios vont apparaître comme plus souhaitables que d'autres, mais tous seront conservés et décrits.

**Identification de scénarios dits « admissibles »** : les critères (nombre réduit) permettant de considérer un scénario comme admissible devront être validés par le COPIL. Tous les scénarios seront passés au crible de ces critères d'admissibilité. Ces critères devront être aussi explicites que possible (ex. nombre d'exploitations agricoles conservées sur le bassin ; débit d'étiage en été dans la rivière au dessous duquel il n'est pas admissible de passer...).

→ **Les critères d'admissibilité devront être identifiés et validés par le COPIL suffisamment tôt, avant la construction même des scénarios.**

**Choix des 4 scénarios admissibles** en réunion publique ou en atelier.

→ **Un équilibre sera à trouver entre les choix issus des critères définis par le COPIL et ceux qui pourraient émerger des réunions publiques.**

### Phase 3

**Réflexion sur les manières de s'adapter** pour aller vers les scénarios les plus souhaitables / admissibles, en particulier en réorientant des pratiques actuelles et en adaptant certains critères de choix d'intervention. L'adaptation qui sera étudiée ne sera pas uniquement une adaptation pour répondre aux changements climatiques, mais plus globalement une adaptation permettant d'évoluer vers le futur le plus souhaitable. Le travail sur les pistes d'adaptation sera réalisé en COTECH / COPIL élargi (pas de concertation large).

**Rédaction de fiches par types d'actions**, ces fiches devant être aussi opérationnelles que possible.

**Présentation et partage des pistes d'adaptation** et de leur implication en réunion publique (une réunion publique uniquement).

### Produits attendus suite à la réunion de cadrage

**Note de présentation de l'étude** : voir quelle articulation avec le travail de communication fait par l'Institution Adour (Lettre d'info n°1...).

→ **Préciser le calendrier et les étapes de mobilisation des acteurs proposées** (ateliers / réunions publiques) permettant d'explicitier la manière dont chaque acteur peut participer. Un texte spécifique sera élaboré par le groupement pour intégration dans le format de communication de l'Institution Adour.

→ **Expliciter les objectifs de l'étude** en traduisant ces objectifs d'une manière opérationnelle et tangible (à quoi l'exercice de prospective Adour 2050 peut servir?)

→ **Les élus** doivent montrer et porter ce que l'étude identifie comme « des changements possibles/souhaitables ». Il est essentiel de mobiliser les membres du COPIL le plus tôt possible pour assurer le portage politique de la démarche (ses objectifs, finalités du processus), cette mobilisation des élus par l'Institution Adour devant compléter le travail de concertation proposé dans le cadre de la prestation.

Des premiers éléments de langage qui pourraient contribuer à une adhésion des élus ont été identifiés:

- Les changements climatiques vont nous affecter - Postulat de départ sur les changements climatiques qui doit être partagé avec le plus grand nombre, le message devant être relativement simple et territorialisé.
- Les évolutions attendues liées à la GEMAPI et à la loi NOTRe vont demander une réorganisation de la gouvernance qu'il est important de mener au regard des évolutions futures

- Aller vers le scénario souhaitable demandera une mobilisation du plus grand nombre. Il sera important d'identifier les porteurs potentiels de pistes d'adaptation qui seront identifiées en phase 3 de la prestation, ainsi que les acteurs ayant des leviers permettant d'inciter au changement (ex. modification des systèmes de financement de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne).

→ **Il est essentiel de mobiliser largement les élus autour de l'exercice de prospective** le plus tôt et le plus largement possible (par exemple, intervention d'Emilien au colloque Développement Durable du Conseil Départemental du Gers).

→ **Dans le chronogramme, identifier progressivement les dates de réunion d'instances clés, les événements relais pour lesquels des présentations sur la prospective Adour 2050 pourraient être proposées (par exemple : Forum de l'eau...)**

## 4. Discussions autour des premières propositions de variables

*La proposition ci-dessous prend en compte les premières remarques issues de la réunion de cadrage.*

L'objectif général de construction du système prospectif est d'identifier un nombre réduit de variables allant au-delà d'une liste de variables génériques pour appréhender les spécificités du territoire. Même si un travail préparatoire est mené par les bureaux d'étude, il sera important d'assurer les contributions des membres du COPIL (réunion du COPIL 1) pour compléter et valider les variables jugées les plus pertinentes.

*Règle : les variables proposées ne doivent pas comprendre trop de dimensions d'incertitude. Deux dimensions d'incertitude par variable est une « bonne pratique » (ex. la variable « Intégration européenne » intègre une incertitude sur le nombre de pays qui pourraient faire partie de l'Union Européenne, ainsi qu'une incertitude sur le nombre de politiques communes à ces pays).*

**Changements climatiques** : cette variable sera une donnée d'entrée proposant la tendance future du climat. Ceci se justifie d'autant plus que les impacts des politiques d'atténuation ne sont généralement pas perceptibles avant 70 ans, et que les acteurs des territoires ont peu (ou pas) de connaissances permettant de proposer des hypothèses d'évolution du climat « cohérentes »/plausibles.

**Etat des milieux aquatiques / biodiversité** : cette variable est une résultante de l'évolution d'autres variables telles la réglementation, le changement climatique..... Elle peut être appréhendée ainsi indirectement par des variables concernant les politiques de l'environnement et la gouvernance des activités humaines.

→ Cette variable peut également apparaître comme un impact complémentaire englobant (au même titre que quantité / qualité / risque) appréhendée systématiquement par l'analyse des impacts des scénarios.

→ Il semble important de ne pas limiter les impacts sur l'état écologique des milieux aquatiques, mais d'intégrer également les impacts potentiels sur la qualité de vie, les fonctionnalités des espaces... et les différents services fournis par les écosystèmes aquatiques qui impacteront le développement des territoires.

**Gestion du patrimoine** : le rendement des réseaux d’Alimentation en Eau Potable (AEP) est très faible en zone de montagne, avec l’absence d’une politique de renouvellement adaptée. La professionnalisation des services de l’eau est nécessaire.

**Thermalisme** : prendre en compte le thermalisme de montagne, ainsi que la thalassothérapie.

**Station de ski** : l’enjeu de l’enneigement des stations de ski est un sujet sensible, avec un désir d’investissement fort de la part des élus pour conserver la richesse de « l’or blanc » malgré le mauvais enneigement.

→ Il semble important d’avoir une variable « tourisme d’hiver » indépendante des autres activités touristiques.

→ Il sera également important de clarifier la portée et l’échelle de l’exercice de prospective par rapport à des demandes (d’investissement en particulier) concrètes très locales.

**Forêt** : Une variable forêt pourrait comprendre plusieurs composantes ou indicateurs. Se pose la question de l’impact des systèmes forestiers sur la gestion des ressources en eau (acidification, infiltration...).

**Agriculture** : plusieurs variables pourraient être proposées pour capturer la diversité des types d’agriculture (d’un point de vue des intrants, de l’importance de l’irrigation dans l’exploitation/les assolements, etc.)

**Digues et zones d’expansion des crues** : la mise en place de digues, et la place laissée aux rivières, sont des dimensions importantes de la gestion des inondations (dans un contexte de GEMAPI en particulier). Différentes réponses peuvent être apportées selon les rivières.

**Potentiel énergétique** : La variable pourrait prendre en compte l’ensemble des énergies renouvelables (géothermie, photovoltaïque, éolien, biomasse énergie-bioéthanol...), laissant la possibilité de « libérer » du potentiel hydroélectrique tout en atteignant des objectifs politiques d’importance des énergies renouvelables dans les énergies totales.

**Hydroélectricité** : l’hydroélectricité est un usage très important sur le bassin, avec un enjeu de renouvellement de concession en particulier. Quelque soit le gestionnaire, la réglementation sera la même et n’aura a priori pas d’impact sur la manière de gérer les aménagements et de produire de l’électricité.

→ dans le mix énergétique national, se posera la question de la manière d’intégrer la régionalisation des grands ouvrages et de la gestion de la question de l’énergie.

**Industrie** : Les principales industries du bassin sont dans le secteur de la chimie, du bois... Il semble nécessaire d’analyser les industries plus en détails pour identifier les secteurs industriels qui auraient/auront un impact sur les ressources en eau (prélèvement et/ou rejets). A noter l’information disponible sur l’usine de pâte à papier Tembec qui a fait l’objet d’une étude AEAG sur les coûts disproportionnés d’atteinte du bon état écologique de la DCE (à noter que cette industrie a une production directement liée au débit à l’aval).

**Infrastructures et projets d’aménagement**. Faut-il prendre en compte la LGV et le contournement Est de Dax ? Ces infrastructures franchissent des cours d’eau, et peuvent conduire à un fractionnement des nappes. Ce sont également des facteurs qui impactent la localisation future des populations dans le territoire.



Les discussions ont permis d'identifier **certaines spécificités littorales**, cependant celles-ci ne feront pas nécessairement l'objet de variables (puisque les variables s'appliquent à l'ensemble du territoire Adour 2050). Ont été identifiées en particulier :

- La qualité bactériologique des eaux de baignade qui impactent directement l'activité touristique
- Les risques infralittoraux
- En saison estivale, des besoins en AEP et des rejets d'assainissement plus importants
- Un milieu naturel spécifique et particulièrement sensible
- L'érosion du trait de côte, un enjeu déjà traité par les 2 agglomérations littorales à travers la déclinaison locale de la stratégie régionale avec accompagnement du GIP Aquitain. On notera que l'enjeu de l'érosion du trait de côte sera pris comme une donnée d'entrée mais ne fera pas partie des variables du système prospectif Adour 2050.

**→ L'élaboration de l'outil d'évaluation de l'impact sur les trois dimensions quantité / qualité / risque permettra d'affiner certaines variables et d'identifier en particulier des indicateurs clés permettant de les caractériser.**

**→ Sur chacune des variables, des hypothèses d'évolution à l'horizon 2050 seront faites sans les lier au changement climatique (qui sera intégré comme donnée d'entrée dans les scénarios).**

**→ Une nouvelle version du tableau des variables proposées, ainsi que des schémas récapitulatifs montrant les relations de causalité entre variables, seront élaborés par le groupement et partagés avec les membres du COTECH. Ces tableaux et diagrammes serviront à préparer l'atelier de lancement, mais ne seront pas distribués/partagés avec les participants/membres du COPIL pour ne pas biaiser leurs contributions.**

**→ Les échanges au COPIL 1 pourront s'articuler autour d'une question simple : quelles évolutions majeures attendues sur votre territoire dans les 40 prochaines années ? (en ce qui concerne l'aménagement du territoire, des changements socioéconomiques, le développement d'activités particulières...). Il est important d'éviter tout « jargon technique » dans les échanges.**

## 5. Réunion officielle de lancement d'Adour 2050

### Les instances de gouvernance de l'exercice de prospective

Les discussions ont permis de rappeler la gouvernance de l'exercice de prospective :

- **Le COTECH** : les services techniques des organismes financeurs soit les 4 Conseils Départementaux, l'AEAG, les Régions, l'observatoire de l'eau.
- **Le COPIL** : des élus représentant les organismes financeurs : 4 élus départementaux de l'Institution Adour, ainsi que 2 élus Régionaux. La composition du COPIL peut être amenée à évoluer.
- **Le COPIL élargi** qui sera mobilisé pour la réunion de lancement (voir ci-dessous) et pour l'atelier de travail de la Phase 3 de l'étude (pistes d'adaptation)
- **Les ateliers** qui associeront des experts et acteurs thématiques (à définir)
- **Les réunions publiques**, ouvertes à tous (élus, acteurs, habitants...)

## La réunion de lancement (COPIL élargi)

Une réunion de lancement officiel de l'exercice de prospective doit être organisée, celle-ci permettant d'informer les acteurs et élus du territoire sur l'exercice lui-même et de mener un premier échange sur les variables clés affectant le futur du territoire.

Il est proposé d'organiser cette réunion de lancement avec un COPIL élargi associant les membres du comité scientifique ainsi que les principales parties prenantes de la prospective Adour 2050 : présidents ou élus des CLEs du territoire (dont SAGE côtiers basques), Pays de Lourdes et des vallées des Gaves (PLVG), milieu associatif (par exemple : surfrider, AAPPMA), BRGM (études eaux souterraines Gave de Pau et Gave d'Oloron + fonctionnement nappe alluviale Adour), EDF, etc.

Une telle réunion pourrait s'organiser « dos-à-dos » avec la réunion du COPIL 1 (une demi-journée en 2 temps)

**→ Suite à la réunion du COTECH, le groupement fera des propositions concrètes et opérationnels sur l'organisation d'une telle réunion de lancement (objectifs, agenda, personnes à mobiliser...).**

**→ La date de cette réunion de lancement/premier COPIL doit être fixée rapidement.**

## 6. Comité scientifique

Le rôle du comité scientifique, animé par l'Institution Adour, est triple : lecture critique des principaux livrables permettant de proposer des améliorations renforçant leur qualité/robustesse ; participation à des réunions clés de suivi de la prestation ; participation à des réunions publiques sous forme de volontariat (selon le calendrier prévisionnel de la prospective et leurs disponibilités).

Trois experts ont donné leur accord de principe pour faire partie du comité scientifique :

- Eric Sauquet : spécialiste en hydrologie et hydraulique
- Rachel Jouan : adaptation au changement climatique et communication
- Xavier Arnould de Sartre : ressource en eau sur le territoire.

Il était proposé également d'avoir un sociologue dans le comité scientifique. Denis Sales a ainsi été contacté. Il n'est cependant pas libre pour faire partie du comité scientifique. Il est proposé de solliciter le Conseil scientifique de l'AEAG pour proposer un sociologue. Sara Fernandez (chercheuse à Irstea ayant mené une thèse sur la gouvernance de l'eau dans le bassin Adour Garonne – mais basée à Strasbourg) ou Vincent Marquet (ayant mené un travail sociologique sur l'exercice de prospective Garonne 2050) pourraient également être des candidats à considérer.

## 7. Communication

### Communication externe

La communication externe de la prospective Adour 2050 sera prise en charge par l'Institution Adour. Elle comprendra en particulier :

- Des flyers et/ou lettres d'info (publiés à intervalle réguliers) ;
- Des affiches permettant en particulier d'annoncer les réunions/ateliers ;
- Des kakémonos en support des ateliers de concertation et des réunions publiques ;

- Le site internet, un onglet du site de l'Institution Adour étant consacré à la prospective Adour 2050 (présentant l'exercice de prospective et la démarche) ;
- Des vidéos pour chacun des scénarios (similaires à celles développées pour Garonne 2050) permettant d'illustrer les tendances ainsi que les impacts sur la gestion des ressources en eau ;
- Une communication ciblée dans les différents événements (ex. participation au colloque des collectivités territoriales organisées par l'association des maires des Landes).

Il est proposé d'organiser un ou des points presse pour que les médias locaux soient informés de la prospective Adour 2050 (par exemple, à l'occasion de l'atelier de lancement) et puissent suivre le processus (avec des articles réguliers proposés au fil des productions de l'étude dans la presse locale).

→ La localisation des réunions publiques devra être réfléchie en fonction des participants/publics cibles, et pour toucher le plus de monde possible.

### **Communication interne**

**→ Les documents échangés avec les membres du COTECH seront disponibles sur une plateforme à l'adresse suivante :**

<http://cloud.acteon-environment.eu/public.php?service=files&t=cdef00a7d0be51da624a2aa13a5cf3a3>

## **8. Autres études et initiatives en cours**

Différentes initiatives en cours ou études pertinentes ont été identifiées au cours de la réunion. En particulier :

- Une étude portée par le BRGM dans le cadre du CPER Aquitaine a démarré le 24 mars 2016. Elle porte sur l'impact des changements climatiques sur les bassins versants des Gaves de Pau et d'Oloron, notamment en termes de conséquences des adaptations envisagées par les acteurs économiques pour les eaux souterraines. Afin de mettre en place une complémentarité entre les deux démarches (partage de données, contributions scientifiques, mise en contact des acteurs, etc.) l'Institution Adour fait partie du Comité de Pilotage et il est envisagé d'intégrer le BRGM aux réunions de concertation. En parallèle, des contacts dans le cadre de réunions de travail seront prévus pour assurer au mieux la complémentarité des démarches. Il est à noter que les échelles et les objectifs des deux études sont différents (ensemble des bassins versants de l'Adour et des côtières basque pour Adour 2050 et bassins versants des Gaves de Pau et d'Oloron pour l'étude BRGM) et qu'Adour 2050 aborde également la ressource en eau dans ses aspects « qualitatifs », « milieux » et « risque ».
- Etude prospective ESIPTA : chambre d'agriculture des Landes.
- Réflexions du Parc national des Pyrénées sur les impacts du changement climatique.
- Etude Chambre Agriculture sur l'impact du changement climatique à l'horizon 2050 sur la conduite des cultures (Frédéric Levraut).

- Etude érosion du trait de côte : simulations 2022-2042 proposant des évolutions des populations littorales, ainsi que des analyses coût-bénéfice des différents scénarios de réponse à l'évolution du trait de côte.
- Forum de l'eau 14 avril : présentation d'Adour 2050 : contexte et méthodologie, avec une focus sur les réunions de concertation.

## 9. Autres points abordés

### Lien avec l'observatoire de l'eau

L'Observatoire Adour est une association fortement liée à l'IA et à l'AEAG, qui en sont les principaux financeurs. L'information disponible existe à l'échelle du bassin versant de l'Adour, et plus généralement pour les 4 départements. Ainsi, certaines informations sont disponibles pour les Côtiers basques. L'observatoire a en charge la gestion et la valorisation de l'information, assurant la réalisation d'enquêtes pour certaines informations non directement disponibles.